

l'ancienne, ceci ne veut pas dire que l'ancienne question sociale soit désormais résolue ou périmée. Urgence ne signifie pas abandon. Le nouveau front de combat réclame des troupes, mais il ne faut pas dégarnir à la légère l'ancien front, ou se faire les champions de la justice pour les autres en se persuadant qu'elle est maintenant chez nous chose faite. Certains travailleurs peuvent craindre que des discours édifiants sur l'aide au Tiers-Monde ou sur la faim dans le monde ne soient qu'une échappatoire pour récuser la justice de leurs propres revendications ou une manœuvre pour endormir les luttes sociales à l'intérieur des pays industriels. Le sentiment de solidarité qui les porte à sympathiser avec tous ceux qui luttent pour améliorer leur propre sort peut aussi se tempérer, d'une façon plus équivoque, de la crainte de perdre les avantages acquis: le mouvement ouvrier se sent comme dépassé par le problème du Tiers-Monde, où il pourrait trouver un nouveau souffle par la manifestation d'exigences universelles et incontestables, et peu de syndicats nationaux se préoccupent même réellement, et efficacement, de la situation des travailleurs étrangers qui forment souvent un nouveau sous-prolétariat. Dessiner une attitude juste n'est pas simple. Il serait vain de prétendre affronter les problèmes du Tiers-Monde en s'aveuglant sur ce qui subsiste encore de misère ou d'exploitation de l'homme par l'homme dans les pays riches: un ordre mondial juste ne peut pas s'instaurer sur l'injustice, et l'effort qui s'impose à tous ne doit pas être imposé, comme un fardeau, sur les seules épaules de ceux qui sont les plus faibles et qui, trop souvent, sont les plus durement atteints par les sacrifices que l'on dit

demander à tout le monde. Mais il faut en même temps relativiser nos propres querelles en fonction de l'enjeu universel de la nouvelle question sociale, avoir le courage de se demander si elles ne sont pas querelles de riches, scandaleuses aux yeux de ceux qui n'ont rien.

N'étant pas Canadien, il m'arrive d'entendre des Canadiens français parler du Québec comme d'un pays sous-développé et colonisé. Je crois comprendre leur sentiment, qui ne m'apparaît nullement sans fondement. Et cependant, je dois avouer que ce pays qui se dit « sous-développé », où le niveau de vie moyen est supérieur à celui de la France, mon pays, me semble plutôt prospère. Il y a quelques semaines, je participais à une conversation autour d'un évêque malgache de passage ici. Évoquant les questions sociales, quelqu'un mentionna un chiffre de revenu en disant qu'un bon nombre de ménages, ici, n'avaient que cela pour vivre, et que c'était très difficile. L'évêque sourit gentiment et dit quel était, dans son pays, le revenu de la majorité des familles: cent fois moins. Ceci me semble rendre sensible la complexité de la question, car il est exact que le Canadien de revenu médiocre doit mesurer ses dépenses, peut éprouver une certaine insécurité ou se sentir frustré de certains avantages qu'il voit partagés par d'autres, mieux lotis. Mais il est aussi exact que ce qui est pour eux un « vivre tout juste » serait opulence pour la majeure partie de l'humanité.

L'exigence d'être homme

A une question complexe, il n'y a pas de réponse simpliste. Mais la difficulté ne doit pas nous empêcher de mesurer l'urgence de la nouvelle question sociale. Elle nous impose en fait un retournement de perspective: non de faire abstraction des problèmes sociaux qui se posent dans les sociétés industrielles, mais de penser ces problèmes mêmes, non plus dans la perspective limitée d'une nation ou d'un type de civilisation, mais dans la seule perspective où ils prennent sens aujourd'hui, et qui est mondiale. Il y a encore trop d'exposés de la « doctrine sociale de l'Église » qui s'en tiennent à la problématique du dix-neuvième siècle et de la première révolution industrielle, et qui ne considèrent l'apport de Jean XXIII ou du second Concile du Vatican que comme un appendice ou une extension subsidiaire d'une doctrine ancienne. En fait, c'est d'un retournement de la problématique qu'il s'agit, par la mise de toute question dans sa perspective mondiale. La dernière encyclique de Paul VI va dans ce sens, et en accentue l'urgence impérative.

C'est de l'homme qu'il s'agit, de l'exigence d'être homme et d'être reconnu comme tel. Le développement industriel, le colonialisme même, ont rapproché tous les hommes, les ont rendus solidaires, ont brisé les frontières, ont éveillé partout le projet d'un vivre autrement, ont fait naître l'impatience de sortir d'une vie limitée aux horizons d'un petit monde, dans la routine des coutumes ancestrales. Vivre en homme, au vingtième siècle, c'est entrer dans une communauté immense. Vivre d'une vie digne de l'homme, ce n'est pas seulement échapper à la faim, à la misère, à l'analphabétisme, bien que cette simple tâche semble aujourd'hui dépasser les forces humaines, c'est vivre au niveau de ce progrès technique commun et de la maîtrise de la nature acquise par des millénaires d'efforts, c'est, plus encore, être reconnu comme homme, « à part entière », par toute la communauté humaine. C'est bien, selon les expressions de l'encyclique, d'un développement intégral de l'homme et de l'humanité qu'il s'agit.

Un de mes amis, ethnologue, a passé près de deux ans dans un des petits villages les plus reculés du Tchad, un des pays les plus pauvres de l'Afrique. Comme tous les ethnologues, il s'est pris d'une amitié sincère pour ce village dont il avait appris péniblement la langue, pour son mode de vie, fruste et traditionnel, pour ses coutumes. Un jour, au cours d'une fête dont il suivait les ébats avec intérêt et sympathie, un gamin de dix ans le regarde et lui demande: « Dis donc, tu l'aimes notre village? » Il a répondu oui, très spontanément. A cela le gamin étonné lui a dit simplement: « Oh! c'est moche, tu sais. » Un enfant de dix ans, au fond de la brousse africaine, sait aujourd'hui comme une évidence — par quels canaux mystérieux cela est-il parvenu jusqu'à lui? — qu'être homme, en 1967, c'est vivre autrement.

Il faudrait que nous eussions au moins la même sagesse. Être homme, c'est vivre autrement, et cela vaut aussi bien de nous que de lui. Le temps n'est plus à la compassion ou à la commisération pour les pauvres lointains. Car nous avons autant besoin de cet enfant africain qu'il a besoin de nous. Être homme, c'est construire, dans la patience des semailles et la violence même des luttes et des explications mutuelles, un monde où deux hommes ne seront plus étrangers l'un à l'autre, un monde où cet enfant africain et nous-mêmes pourrions nous regarder les yeux dans les yeux, comme des égaux et comme des frères.

Faculté S. J.,
Montréal.

Louis O'NEILL *

Les priorités dans les tâches de développement

Il faut se hâter: trop d'hommes souffrent, et la distance s'accroît qui sépare le progrès des uns et la stagnation, voire la régression des autres. Encore faut-il que l'œuvre à accomplir progresse harmonieusement sous peine de rompre d'indispensables équilibres. Une réforme agraire improvisée peut manquer son but. Une industrialisation brusquée peut disloquer des structures encore nécessaires, et engendrer des misères sociales qui seraient un recul pour l'humanité. (Populorum progressio, n° 29.)

LE DOCUMENT *Populorum progressio* est moins un rappel doctrinal qu'un cri d'alarme. Les raisons de s'inquiéter ne manquent pas. On sait que la famine atteint déjà l'Inde et plusieurs régions d'Asie et d'Afrique. Selon l'expert René Dumont, elle affectera le monde entier vers 1980. Plusieurs pays qui ont récemment accédé à l'indépendance n'ont pas encore réussi un démarrage économique quelque peu convenable. Les pays avancés, les organismes internationaux et divers groupes privés fournissent une aide souvent non négligeable en vue de remédier à cette situation devenue urgente. Pourtant, cette aide s'avère insuffisante, souvent inapte à atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés. Faisant allusion au danger prochain d'une famine à l'échelle du monde, René Dumont et Bernard Rosier écrivent:

« Une aussi grave menace souligne que toute la politique de coopération internationale et d'aide aux pays sous-développés, pratiquée jusqu'à présent, est fort loin d'avoir atteint ses objectifs; au point qu'il est permis de se demander si elle n'a pas échoué¹. »

Les pays riches dépensent en armement et en politique de prestige des sommes considérables, si bien que les montants alloués pour l'aide aux pays en voie de développement sont de fait limités et restreints. Il importe de les utiliser à bon escient, en visant une rentabilité maximale, eu égard

* M. l'abbé Louis O'Neill a enseigné deux ans à l'Université nationale du Rwanda; il est maintenant professeur de philosophie à la Faculté des Sciences de l'éducation de l'Université Laval.

1. DUMONT, René et ROSIER, Bernard: *Nous allons à la famine*, Paris, Éditions du Seuil, 1966, p. 12.

aux besoins prioritaires. D'où la question: quelles sont les priorités qui s'imposent dans les tâches de développement?

Croissance de la production agricole

C'est sans aucun doute la première priorité. *Mater et Magistra* a eu le mérite de rappeler l'urgence de mettre en pratique, tant dans les pays avancés que dans les pays retardés, une politique efficace prioritaire dans le domaine agricole. Diverses études de Leuret, Dumont et autres spécialistes des questions du Tiers-Monde adoptent le même point de vue. Même s'il y a lieu d'accueillir avec réserve les critiques que le *Wall Street Journal* adresse à *Populorum progressio*, il faut admettre que le journal frappe juste quand il signale que l'erreur première de l'Inde fut de ne pas accorder à la question agraire une attention prioritaire. On a été fasciné par les projets d'industrialisation. On a négligé le grave problème de la croissance agricole, oubliant que les pays d'Occident avaient réussi leur industrialisation parce qu'ils avaient d'abord conduit à bon terme la révolution agricole². Actuellement, c'est le désastre. En 1967, un fermier américain sur cinq travaille exclusivement pour assurer l'alimentation de l'Inde. En 1975, deux fermiers sur cinq se consacreront à cette tâche. René Dumont parle de « la défaite agricole indienne ».

« Il était nécessaire de la reconnaître d'abord, cette défaite, pour rectifier la stratégie, redresser la situation. Le gouvernement indien préfère, en pleine famine, chercher à la minimiser, pour réduire ses lourdes responsabilités³. »

Les pays du Tiers-Monde sont, en maints cas, le théâtre d'une explosion démographique spectaculaire, qui réclame une mise en application d'une politique intelligente et saine de régulation des naissances. Mais plus urgent encore est de faire produire à la terre la nourriture dont ces populations ont besoin. Beaucoup de ces pays, souvent favorisés par un climat agréable et la possibilité d'une double saison agricole, connaissent la sous-alimentation par suite du pauvre rendement du sol. Il importe d'empêcher le sol encore cultivable de se transformer en désert, de conserver l'eau qui s'éparpille, de multiplier les barrages antiérosifs. Il faut apprendre aux paysans comment construire des compostières et utiliser les engrais naturels. Il faut des engrais chimiques: priorité industrielle dont on doit tenir compte. L'aide alimentaire en provenance des pays riches est une solution temporaire et insuffisante; elle ne devrait normalement que venir compléter une productivité locale capable de fournir le minimum vital. La première révolution dont les pays du Tiers-Monde ont besoin, c'est de celle qui transformera le secteur agricole.

Pour réaliser cet objectif, il faut changer les mentalités, éduquer à de nouveaux comportements. Le besoin est grand de moniteurs agricoles, de techniciens pourvus d'idéal et capables de remplir la fonction d'animateurs ruraux. Les pays du Tiers-Monde ont un besoin plus urgent d'agronomes et de techniciens que d'avocats, de littéraires et même de médecins. Il faut souhaiter que, grâce à l'aide extérieure, les pays défavorisés puissent former sans tarder des équipes de techniciens et d'animateurs qui, pourvus d'une connaissance adéquate de leur propre milieu, de ses besoins et de ses ressources, animeront des communautés actives de paysans. Pour cela, il est à souhaiter que les nouvelles élites cessent de se camoufler dans les bureaux d'administration, s'intéressent vraiment aux problèmes de leur pays, délaissent le

2. Sur les rapports entre la révolution agricole et la révolution industrielle, voir *ibid.*, pp. 33 ss.

3. *Ibid.*, p. 11.

Épargnez
tout en protégeant les vôtres
avec un plan de

La Saubegarde

COMPAGNIE
D'ASSURANCE
SUR LA VIE

Siège social: Montréal

col et la cravate et acceptent de se saler les mains au contact du sol, acceptent au moins de sortir des villes pour prendre contact avec la masse paysanne.

Une façon d'affirmer la priorité du secteur agricole, c'est d'accorder une priorité aux problèmes humains de ceux qui y travaillent. Ainsi que le rappelle *Mater et Magistra*, il faut, grâce à une politique agricole fondée sur la justice et le respect de l'homme, assurer aux travailleurs de la terre des conditions décentes de vie, leur permettre l'accès à la culture et aux avantages de la vie moderne, garantir un prix convenable pour les produits de la terre, défendre les paysans contre l'exploitation et les exactions. En ce domaine, la Chine populaire a tenté de sérieux efforts dont on pourrait imiter l'esprit, à défaut des méthodes.

En plus de l'envoi d'experts vraiment intéressés aux besoins des pays où ils sont parachutés, les pays favorisés ont le devoir d'accorder des prix meilleurs pour les produits agricoles d'exportation que leur fournissent les pays pauvres, ce qui assurerait à ces derniers des revenus plus considérables. Les pays d'Occident, bien équipés pour la recherche scientifique, pourraient également consacrer plus d'argent et de chercheurs afin de mettre au point des espèces vivrières de rendement supérieur et des techniques agricoles de meilleure rentabilité, tout comme ils effectuent présentement des recherches de grande importance en vue de la production d'aliments non agricoles. Ce genre d'activité scientifique devrait obtenir une indiscutable priorité sur la mise au point de nouvelles armes de guerre et d'armes bactériologiques. On sait que les recherches pour fins militaires occupent présentement une large place dans les universités américaines.

Industrialisation

Dans les échanges économiques entre pays, ceux qui fabriquent les produits finis sont favorisés aux dépens de ceux qui n'offrent en échange que les matières premières et certains produits agricoles tels le café, le cacao, etc. Il est donc normal que les pays pauvres désirent s'industrialiser, afin d'assurer à leurs habitants un meilleur niveau de vie et de pouvoir mieux affronter le jeu du marché mondial.

Il faut pouvoir compter sur toutes les ressources disponibles pour aider au démarrage industriel des pays défavorisés, peu importe que l'aide vienne de pays capitalistes ou de pays socialistes. Paul VI a proposé la constitution d'un fonds mondial, alimenté par une partie des dépenses militaires. On a parlé aussi de consortium international, coordonnant les ressources et les efforts des pays désireux de fournir de l'aide. Un tel système augmenterait l'efficacité des dons et des prêts et empêcherait que l'aide aux pays pauvres ne devienne l'occasion d'affrontement et de rivalités jalouses entre les pays riches. Les secours provenant de sources privées sont importantes et des plus utiles, à preuve l'apport socio-économique des missions. Et tout en tenant compte de la réserve qu'exprime *Populorum progressio* au sujet du capitalisme libéral, il faut souhaiter que les grands capitaux privés s'intéressent vraiment au développement du Tiers-Monde: non pour exploiter les pays pauvres, mais pour les aider. Il est des cas où des investissements parfois considérables sont nécessaires pour assurer le démarrage industriel d'une région ou d'un secteur et où les risques à assumer sont plus grands que les espoirs de rentabilité. Les grandes entreprises capitalistes pourraient considérer ces projets comme des initiatives humaines et sociales de leur ressort. En certains cas, ces investissements de rentabilité faible ou douteuse pourraient

s'effectuer à titre de compensation pour d'anciens délits économiques.

Les efforts des pays défavorisés, tant dans le domaine agricole que dans l'industrie, risquent d'être vains si on ne remet pas en question le jeu même des échanges internationaux. Dans ces échanges, les pays riches et industrialisés jouent honnêtement un jeu faussé. Comme le signale *Populorum progressio*, le progrès et l'efficacité techniques assurent aux pays avancés une position de faveur face aux pays pauvres, dont les produits primaires se vendent parfois avec difficulté et subissent de brusques variations de prix.

« Il en résulte pour les nations peu industrialisées de grandes difficultés, quand elles doivent compter sur leurs exportations pour équilibrer leur économie et réaliser leur plan de développement ⁴. »

D'où le Pape conclut:

C'est dire que la règle de libre échange ne peut plus — à elle seule — régir les relations internationales. Ses avantages sont certes évidents quand les partenaires ne se trouvent pas en conditions trop inégales de puissance économique: elle est un stimulant au progrès et récompense l'effort. C'est pourquoi les pays industriellement développés y voient une loi de justice. Il n'en est plus de même quand les conditions deviennent trop inégales de pays à pays: les prix qui se forment « librement » sur le marché peuvent entraîner des résultats iniques. Il faut le reconnaître: c'est le principe fondamental du libéralisme comme règle des échanges commerciaux qui est ici mis en question ⁵.

Alphabétisation

Personne ne met en doute que l'alphabétisation soit une priorité dans les tâches de développement, surtout celle des adultes, qui s'avère la plus immédiatement rentable, du moins si elle s'accompagne de la transmission d'une formation technique rudimentaire. « L'éducation de base, dit *Populorum progressio*, est le premier objectif d'un plan de développement ⁶. » A ce point de vue, les missions chrétiennes effectuent depuis longtemps un travail considérable et efficace. C'est grâce aux missions si, dans plusieurs pays, on peut compter sur des cadres supérieurs et techniques capables d'assurer la marche de l'administration.

L'effort d'alphabétisation est devenu une énorme entreprise dont s'occupent, outre les missions, divers groupes: gouvernements locaux et étrangers, organismes internationaux, associations privées. Ce qui fait problème c'est l'ordre de priorité à l'intérieur de la tâche elle-même. Ainsi, alphabétiser des jeunes à qui on ne donne pas les moyens techniques de produire des biens et de gagner un salaire s'avère une erreur. On en fait des parasites et des mécontents. Ayant délaissé les occupations traditionnelles, ils viennent accroître la masse des déracinés qui peuplent les bidonvilles, grignotent les faibles revenus des parents et amis qui gagnent péniblement leur vie et constituent un ferment permanent d'anarchie et de désordre.

Avant de vouloir atteindre l'ensemble d'une population, l'alphabétisation et la scolarisation doivent d'abord viser à rejoindre les éléments dont la contribution est requise pour le démarrage économique et l'animation sociale. Beaucoup d'experts s'entendent actuellement pour souligner les critères suivants.

4. PAUL VI, *Populorum progressio*, n° 57.

5. *Ibid.*, n° 58.

6. *Ibid.*, n° 35.

1° Tenir compte des besoins réels du pays, éviter la fascination des professions-prestige (droit, lettres, médecine), favoriser les candidats vraiment intéressés aux tâches de démarrage.

2° Priorité du palier secondaire: cadres techniques, moniteurs agricoles, techniciens de l'administration, animateurs sociaux.

3° L'effort de scolarisation doit se faire en fonction du démarrage économique et de la réforme agraire. Il arrivera donc que l'éducation des jeunes adultes aptes à s'engager sur le marché du travail ait priorité sur l'alphabétisation généralisée des enfants.

Dans son ouvrage, *L'Afrique noire est mal partie*, René Dumont insiste fortement sur la formation civique, l'honnêteté et l'esprit de travail qu'il faut inculquer aux nouvelles élites indispensables aux tâches de démarrage ⁷. C'est là une autre priorité à retenir.

Il est important que les experts étrangers qui se rendent dans les pays en voie de développement prennent conscience de ces priorités et des besoins spécifiques de ces pays en éducation. Autrement, ils risquent de nuire plus que d'aider ⁸.

Plans d'ensemble et micro-réalisations

« Aujourd'hui, déclare *Populorum progressio*, le fait majeur dont chacun doit prendre conscience est que la question sociale est devenue mondiale ⁹. » L'ampleur des tâches à accomplir et leur urgence réclament une action qui déborde les initiatives locales et individuelles.

La seule initiative individuelle et le simple jeu de la concurrence ne sauraient assurer le succès du développement. Il ne faut pas risquer d'accroître encore la richesse des riches et la puissance des forts, en confirmant la misère des pauvres et en ajoutant à la servitude des opprimés. Des programmes sont donc nécessaires pour encourager, stimuler, coordonner, suppléer et intégrer l'action des individus et des corps intermédiaires ¹⁰.

Le document tient à souligner la nécessité en même temps de planifier l'aide et de faire appel à toutes les ressources, à toutes les initiatives et à toutes les ingéniosités.

L'expérience le montre bien: le Plan de développement est nécessaire, mais il ne suffit pas. Il peut d'ailleurs entretenir de grandes illusions. Les spécialistes du Plan manquent parfois de souffle quand il s'agit de passer de la théorie à la pratique. D'autre part, un Plan s'appuie sur l'intelligence, l'énergie morale, le sens civique des individus et des groupes. Il ne saurait dispenser de ces apports. Certains États du Tiers-Monde passent d'une déception à l'autre à mesure que les Plans se succèdent les uns aux autres. Il faudrait alors chercher ailleurs que dans le Plan la cause des échecs répétés que connaissent certaines tentatives de démarrage.

De pair avec la mise en application des plans d'ensemble et parfois en attendant que ces grands projets soient mis au point, on doit pouvoir compter sur la diversité des initiatives particulières et sur les micro-réalisations de toutes sortes. Au sein de cette diversité, il n'est que juste de souli-

7. DUMONT, René: *L'Afrique noire est mal partie*, Paris, Éditions du Seuil, 1962, pp. 231 ss.

8. Sur cette question, voir notre étude « L'effort de scolarisation dans les pays en voie de développement », dans *Perspectives sociales*, mars-avril 1967.

9. PAUL VI, *Populorum progressio*, n° 3.

10. *Ibid.*, n° 33.

gner l'impact humain, économique et social de la présence missionnaire.

Les missionnaires ont construit, avec des églises, des hospices et des hôpitaux, des écoles et des universités. Enseignant aux indigènes le moyen de tirer meilleur parti de leurs ressources naturelles, ils les ont souvent protégés de la cupidité des étrangers. Sans doute, leur œuvre, pour ce qu'elle avait d'humain, ne fut pas parfaite, et certains purent mêler parfois bien des façons de penser et de vivre de leur pays d'origine à l'annonce de l'authentique message évangélique. Mais ils surent aussi cultiver les institutions locales et les promouvoir. En maintes régions, ils se sont trouvés parmi les pionniers du progrès matériel comme de l'essor culturel ¹¹.

Ce qui en fait retient l'attention de l'observateur impartial qui a pu voir de près les missionnaires à l'œuvre, ce n'est pas premièrement les imperfections dans ce qu'ils ont accompli, mais plutôt l'ampleur et la riche diversité des réalisations. On parle d'églises, d'écoles, d'hôpitaux, de dispensaires: on doit aussi parler de coopératives, de centres d'artisanat, de centres de moniteurs agricoles et d'animateurs sociaux, de centres de développement communautaire, de foyers sociaux, de journaux, revues, livres en langue indigène, de mise en application de techniques audio-visuelles, d'instituts de réhabilitation, etc. Ce qui étonne, c'est la disproportion entre les réalisations et les moyens dont on disposait. Il y a, dans certaines réalisations des missionnaires, particulièrement des religieuses, un degré de rentabilité de l'investissement effectué qui pourrait servir de modèle et d'idéal à des experts chevronnés. L'aide fournie aux missionnaires demeure de nos jours une des formes d'aide les plus utiles aux pays en voie de développement. Les erreurs commises et certains faux-pas ne doivent pas nous empêcher de reconnaître un bilan d'ensemble indéniablement positif et encourageant.

Pour un examen de conscience

Définir et respecter les priorités dans les tâches de développement et favoriser une politique de croissance combinant l'application d'un plan d'ensemble et les micro-réalisations constituent donc des normes d'action devant guider l'effort d'aide au Tiers-Monde. Lorsque, à la lumière de *Populorum progressio*, on réfléchit à l'ampleur des problèmes et à l'urgence des tâches à accomplir, la lenteur à se mettre à l'œuvre, le mauvais usage des richesses, l'égoïsme des nations riches et la course aux armements apparaissent plus clairement sous leur vrai jour: de graves péchés collectifs dont nous portons la responsabilité si nous ne les combattons pas.

Quand tant de peuples ont faim, quand tant de foyers souffrent de la misère, quand tant d'hommes demeurent plongés dans l'ignorance, quand tant d'écoles, d'hôpitaux, d'habitations dignes de ce nom demeurent à construire, tout gaspillage public ou privé, toute dépense d'ostentation nationale ou personnelle, toute course épuisante aux armements devient un scandale intolérable. Nous nous devons de le dénoncer. Veillent les responsables nous entendre avant qu'il ne soit trop tard ¹².

Comment, en lisant ces lignes de Paul VI, ne pas penser à la guerre du Vietnam, dont le coût dépasse présentement \$60 millions par jour? Comment ne pas être inquiet devant le coût élevé qu'atteignent en certains pays les dépenses de luxe et la consommation inutile? A ceux d'entre nous qui cherchent matière à examen de conscience, de telles interrogations peuvent s'avérer des plus opportunes.

11. *Ibid.*, n° 12.

12. *Ibid.*, n° 53.